

Pouvoir d'emprunt

Une politique financière aussi irréfléchie nous promet un avenir financier bien sombre, monsieur le Président. En examinant les exposés budgétaires présentés par le gouvernement actuel depuis son arrivée au pouvoir, on constate que les déficits prévus augmentent constamment d'année en année. Il va augmenter de 5, de 10 milliards ou de tout ce qu'on voudra mais, après cela, il va commencer à fléchir. Le déficit va diminuer et nos affaires seront en règle. C'est ce que le gouvernement nous a affirmé tout d'abord, puis un an plus tard il répète exactement la même chose. Le déficit n'a pas commencé à fléchir. Il a continué à augmenter; c'est comme un toxicomane qui dit: «Une autre dernière dose et j'arrêterai.» Mais il n'y arrive jamais.

A mon avis, la seule solution aux problèmes des emprunts et des déficits excessifs est d'y mettre un terme maintenant. C'est possible. Nous avons commencé en 1979 avec le budget Crosbie qui, à l'époque, nous montrait la voie à suivre. Nous avons instauré à ce moment-là le système des enveloppes qui facilitait l'adoption de mesures d'austérité financière. Nous devons supprimer les dépenses inutiles sur-le-champ. Les hommes politiques trouvent toujours cela difficile, je le sais, mais il nous faut prendre le taureau par les cornes et commencer à sabrer certaines dépenses superflues. Il importe également d'adopter des mesures qui augmenteront la richesse de notre pays ce qui par le fait même accroîtra les recettes de l'État. Je crois que de cette façon, nous pourrions espérer régler nos problèmes financiers. Il nous faut adopter des politiques qui permettront à la population de faire confiance au Canada et d'y réaliser des investissements pour ainsi créer des emplois et accroître les recettes de l'État.

A mon avis, monsieur le Président, les Canadiens ont perdu espoir et ne font plus confiance au gouvernement libéral actuel et j'attends avec impatience la prochaine période postélectorale quand nous de ce côté-ci serons en mesure d'adopter les politiques destinées à susciter la confiance envers le Canada et à mettre en règle ses affaires financières.

Le président suppléant (M. Corbin): Des questions? Des remarques? Poursuivons le débat.

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je dois dire que j'ai écouté avec intérêt le député qui vient de parler. Je souscris à de nombreux points qu'il a soulevés aujourd'hui. Je conviens que nous sommes arrivés à l'heure des grandes décisions, à un moment décisif de notre histoire, monsieur le Président.

• (1125)

Le gouvernement vient à nouveau de présenter à la Chambre un projet de loi, le C-151, réclamant un pouvoir d'emprunt de 14.7 milliards pour aider au financement des affaires de l'État durant l'année financière en cours. Il y a dans cette demande quelque chose de bizarre puisque le gouvernement réclame quatre milliards de plus que ce dont il a besoin. Ce n'est pas un député de l'opposition qui l'a dit mais, d'après ses propres besoins financiers exposés dans ses prévisions budgétaires et formulés à maintes reprises à la Chambre, le gouvernement réclame maintenant quatre milliards de plus que ce dont il a besoin. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire pour les Canadiens?

Décrivons brièvement la situation dans laquelle le Canadien ordinaire retrouve actuellement, qu'il travaille dans une banque, qu'il soit agriculteur, propriétaire d'une ferme d'élevage, pêcheur, bûcheron ou ouvrier d'usine. Le Canadien ordinaire, monsieur le Président, doit lutter pour assurer sa survivance. Il s'inquiète de son avenir, notamment de l'avenir de ses enfants et de ses petits-enfants. Pourquoi? Parce que nous ne pouvons voir exactement quelle sera la situation au Canada dans l'avenir, pas même l'an prochain ou l'année d'après.

Nous lisons avec intérêt les publications d'un certain nombre d'organismes ont tenté de prédire l'avenir économique de notre pays. Ils ne peuvent prévoir que quelques mois tout au plus à l'avance, compte tenu de l'état de notre économie et de la situation qui existe dans nos milieux financiers. Certaines de ces maisons, telle Midland Doherty, estiment qu'il y a lieu d'être optimiste pour les prochains mois, mais elles sont incapables de prédire ce qui se passera exactement en 1984 et en 1985. Autrement dit, est-ce que la relance à peine ébauchée se maintiendra pendant encore quelques années? C'est la question qu'elles se posent et que se posent certes aujourd'hui de nombreux Canadiens. Qu'est-ce que l'avenir de notre pays leur réserve, à eux et à leurs enfants? C'est l'incertitude qui existe dans notre pays qui rend les Canadiens craintifs.

Je crois que ce qui déçoit les gens, monsieur le Président, ce n'est pas tant le climat d'insécurité et de crainte; ce qui horripile les gens, c'est qu'il n'y a aucune raison pour qu'il en soit ainsi. Nous ne sommes pas un pays en voie de développement, du moins pas dans le sens que l'on donne traditionnellement à cette expression. Notre pays ne souffre pas d'instabilité politique comme bien des dictatures militaires dans le monde. Le Canada n'est pas déchiré par des conflits raciaux ou religieux. Quelle que soit la définition employée ou presque, notre pays est l'un des plus riches au monde quant aux ressources naturelles, humaines et financières. Le fait que nous ne sommes pas aux prises avec la plupart des problèmes que connaissent aujourd'hui d'autres pays du monde. Nous ne subissons ni dissensions nationales ni soulèvement politique violent.

Le Canada, monsieur le Président, offre plus d'avantages que tout autre pays au monde et, pourtant, notre économie s'écroule. Voilà ce qui exaspère les Canadiens. Ils ne comprennent pas comment il se fait que malgré tous ces avantages nous n'arrivons pas à nous développer dans un secteur ou dans un autre. Le gouvernement que nous avons n'arrive pas à donner l'impulsion voulue en ce sens.

M. Stevens: Sa politique est trop socialiste, voilà le problème.

M. Riis: Mon ami, le député de York-Peel (M. Stevens) estime que la politique du gouvernement est trop socialiste. Nous avons un gouvernement qui ne sait pas planifier l'avenir de notre pays.

• (1130)

M. Stevens: Tout cela tient du socialisme.

M. Riis: Il n'est pas apte à diriger comme devrait le faire un gouvernement fédéral. Il laisse simplement les régions du pays progresser à tâtons, leur disant de se débrouiller comme elles peuvent, sans orientation particulière, à partir des ressources, de la force et de la richesse que nous connaissons tous. A notre époque, cela ne suffit plus.